



C'est ce message-là qui me reste aujourd'hui de toute cette aventure. Le lundi 21 juin 1999, lorsque l'avion qui ramenait la délégation a atterri à Sion, le parlement était là, avec la population, pour accueillir ces femmes et ces hommes qui avaient si fort travaillé à l'obtention d'un mandat finalement attribué à un autre pays. Ce fut un moment très émouvant.

Pendant quelques mois, le Valais a ainsi accroché son destin à la décision de quelques personnes extérieures, avec un espoir fou et dans une attitude beaucoup trop attentiste. Aujourd'hui, il est redevenu maître de son avenir, indépendant et souverain. Je souhaite pour ma part que la réflexion menée à cette occasion concernant notamment le développement durable ne reste pas lettre morte. Je souhaite que soit encore vrai demain, le préambule de la charte que le parlement avait approuvé l'an dernier et dont voici la teneur : « A l'occasion de la candidature de Sion aux Jeux Olympiques d'Hiver 2006, nous Valaisannes et Valaisans, responsables politiques, économiques et sociaux, culturels et associatifs, conscients de notre position entre lacs et montagnes, entre vallées et versants, de notre histoire de liens entre Nord et Sud, de nos ressources historiques, culturelles et naturelles, décidons solennellement par cette Charte de prendre pour référence le développement durable et de nous donner les moyens de sa mise en œuvre ». Supprimez la première phrase et vous avez là une belle déclaration volontariste pour une nouvelle orientation de notre tourisme.

Le Valais continuera, sans béquille olympique. Il en a les ressources. Il en a les moyens. Il en a la volonté. Lors de cette dernière session, tous les groupes politiques du Grand Conseil ont signé ensemble une résolution urgente demandant au Conseil d'Etat de « conduire les démarches pouvant faire de cet échec une occasion de répondre à de nouvelles aspirations ». L'avenir sera nôtre.

*La présidente de Grand Conseil
Marie-Paule Zufferey-Ravaz*

Eidgenossenschaft Confédération Confederazione



Partialrevision des Geschäfts- verkehrsgesetzes

Die von Volk und Ständen am 18. April 1999 angenommene neue Bundesverfassung (BV) enthält im Kapitel über die Bundesversammlung zahlreiche Anpassungen und Präzisierungen gegenüber der alten BV. Einzelne verfassungsrechtliche Neuerungen haben nun auch zwingend notwendige Anpassungen des Geschäftsverkehrsgesetzes (GVG) zur Folge. Zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der neuen BV (voraus-sichtlich am 1. Januar 2000) muss auch diese Ausführungsgesetzgebung in Kraft gesetzt werden können:

- a. Weil die Staatsvertragsabschlusskompetenzen des Bundesrates neu durch das Gesetz bezeichnet werden müssen, hätte das Inkrafttreten der neuen BV bei Fehlen einer Ausführungsgesetzgebung zur Folge, dass der Bundesrat keine völkerrechtlichen Verträge mehr selbstständig abschliessen dürfte. Die vorgeschlagene Regelung im GVG orientiert sich weitgehend an der heutigen, unbestrittenen Praxis.
- b. Mit der neuen BV geht die administrative Verfügungskompetenz über die Verwaltungsangelegenheiten der Bundesversammlung, insbesondere über die Parlamentsdienste vom Bundesrat an die Bundesversammlung über. Eine Ausführungsgesetzgebung ist zwingend nötig, da sonst z. B. nicht klar ist, wer nach dem Inkrafttreten der neuen BV die Beamten der Parlamentsdienste wählt. Der Generalsekretär oder die Generalsekretärin

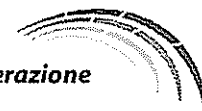
soll neu von der Vereinigten Bundesversammlung gewählt werden.

c. Die Ratsverhandlungen sind zwar grundsätzlich öffentlich; in seltenen Ausnahmefällen sind aber geheime Beratungen möglich. Weil die neue BV eine gesetzliche Grundlage für solche Ausnahmen verlangt, können geheime Sitzungen ohne Ausführungsgesetzgebung nicht mehr durchgeführt werden.

d. Die neue BV sieht ausdrücklich vor, dass Volksinitiativen nicht nur ganz, sondern auch teilweise ungültig erklärt werden können. Der damit in Widerspruch stehende Wortlaut des geltenden GVG muss korrigiert werden.

e. Das Recht zur Einberufung einer ausserordentlichen Session der Bundesversammlung geht in der neuen BV von fünf Kantonen auf ein Viertel der Mitglieder des Ständerates über. Der damit in Widerspruch stehende Wortlaut des geltenden GVG muss korrigiert werden.

f. Die neue BV bringt eine klare und abschliessende Definition der Formen der Erlasse der Bundesversammlung. Es gibt keine «allgemeinverbindlichen Bundesbeschlüsse» mehr. Gemäss geltendem GVG wurde dieser Begriff für verschiedenartige Erlasse verwendet und musste daher im GVG näher definiert werden. Das bisherige Kapitel über die «Formen der Erlasse der Bundesversammlung» kann ersetzt werden durch einige wenige präzisierende Bestimmungen über die Verordnungen der Bundesversammlung.



Detailliertere Auskünfte erteilt gerne:
 Martin Graf, Sekretär SPK, Parlaments-
 dienste, 3003 Bern, Tel. 031 322 97 36,
 Fax 031 322 98 67, E-Mail:
 martin.graf@pd.admin.ch

Révision partielle de la loi sur les rapports entre les conseils

La nouvelle Constitution fédérale (cst.), approuvée par le peuple et les cantons le 18 avril 1999, contient, dans son chapitre consacré à l'Assemblée fédérale, de nombreuses adaptations et précisions par rapport à l'ancienne cst. Certains nouveaux points de la constitution entraînent obligatoirement des modifications de la loi sur les rapports entre les conseils (LREC). Cette législation d'exécution devra entrer en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle cst. (selon toutes prévisions le 1er janvier 2000):

- a. Vu que les compétences du Conseil fédéral en matière de ratification de traités doivent être désormais définies par la loi, l'entrée en vigueur de la nouvelle cst. aurait pour conséquence, en l'absence d'une législation d'exécution adéquate, que le Conseil fédéral ne pourrait plus conclure lui-même de traités internationaux. La nouvelle réglementation proposée dans la LREC se base dans une grande mesure sur la pratique actuelle, qui fait l'unanimité.
- b. La nouvelle cst. transfère du Conseil fédéral à l'Assemblée fédérale la compétence administrative en matière de décisions concernant les affaires administratives de l'Assemblée fédérale, en particulier des Services du Parlement. Une législation d'exécution s'impose, faute de quoi, par exemple, la question de savoir qui nomme les fonctionnaires des Services du Parlement ne serait plus réglée après l'entrée en vigueur de la nouvelle cst. Le ou la secrétaire générale devra être élu par

l'Assemblée fédérale (Chambres réunies).

- c. Les délibérations des Chambres sont certes en principe publiques; toutefois, la possibilité existe de mener des débats à huis clos dans de rares cas exceptionnels. Etant donné que la nouvelle cst. exige une base légale pour de tels cas particuliers, des séances à huis clos ne pourraient plus être tenues en l'absence d'une législation d'exécution ad hoc.
- d. La nouvelle cst. prévoit expressément que les initiatives populaires peuvent être non seulement invalidées intégralement mais aussi partiellement. En l'espèce, il convient de corriger la teneur de l'actuelle LREC, qui se trouve en contradiction avec ce principe.
- e. Le droit de convoquer une session extraordinaire de l'Assemblée fédérale passe, dans la nouvelle cst., de cinq cantons à un quart des membres du Conseil des Etats. Le libellé de la LREC en vigueur, en contradiction avec la nouvelle disposition constitutionnelle, doit être corrigé.
- f. La nouvelle cst. offre une définition claire et exhaustive des actes de l'Assemblée fédérale. C'est ainsi que les «arrêts fédéraux de portée générale» ont été notamment supprimés. La LREC en vigueur utilise cette notion pour des actes de diverse nature, c'est pourquoi la loi contient également des définitions en conséquence. A présent, le chapitre actuel sur les «formes des actes de l'Assemblée fédérale» peut être remplacé par quelques dispositions définissant les ordonnances de l'Assemblée fédérale.

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter: Martin Graf, secrétaire de la CIP, Services du Parlement, 3003 Berne, tél.: 031 322 97 36, fax: 031 322 98 67, E-Mail: martin.graf@pd.admin.ch

Revisione parziale della legge sui rapporti fra i Consigli

Il capitolo relativo all'Assemblea federale della nuova Costituzione federale (nuova Cost.) adottata dal popolo e dai Cantoni lo scorso 18 aprile 1999 contiene numerosi adeguamenti e precisioni rispetto alla vecchia Costituzione federale. Talune innovazioni del diritto costituzionale impongono ora imperativamente anche un adeguamento della legge sui rapporti fra i Consigli (LRC). All'entrata in vigore della nuova Costituzione federale (presumibilmente il 1° gennaio 2000) anche questa legislazione di esecuzione dovrà essere posta in vigore:

- a. visto che la competenza del Consiglio di concludere trattati internazionali dovrà d'ora in poi essere specificata dalla legge, l'assenza di una norma di esecuzione al momento dell'entrata in vigore della nuova Costituzione impedirebbe al Consiglio federale di concludere autonomamente nuovi trattati di diritto internazionale. L'ordinamento proposto nella LRC è ampiamente orientato sull'attuale prassi incontrastata;
- b. in virtù della nuova Costituzione la competenza decisionale amministrativa sulle unità amministrative dell'Assemblea federale – in particolare sui Servizi del Parlamento – passa dal Consiglio federale all'Assemblea federale. Una legislazione di esecuzione è assolutamente indispensabile perché nell'ipotesi contraria non risulterebbe chiaramente quale è l'autorità di nomina dei funzionari del Parlamento dopo l'entrata in vigore della nuova Costituzione. Il segretario generale dovrà d'ora in poi essere eletto dall'Assemblea federale (Camere riunite);
- c. i dibattiti consiliari sono di per sé pubblici, anche se in rare e eccezionali circostanze sono possibili dibattiti segreti. Dato che la nuova Costituzione istituisce una base legale per simili



eccezioni, le sessioni segrete non sarebbero più possibili senza una corrispondente legislazione di esecuzione;

- d. la nuova Costituzione prevede espressamente che le iniziative popolari possono essere dichiarate non soltanto in tutto, ma anche in parte nulle. Va pertanto corretto il testo contraddittorio dell'attuale LRC;
- e. nell'ambito della nuova Costituzione federale il diritto di convocare una sessione straordinaria dell'Assemblea federale passa da cinque Cantoni a un quarto dei membri del Consiglio degli Stati. Va pertanto corretto il testo contraddittorio dell'attuale LRC;
- f. la nuova Costituzione federale contiene una definizione chiara ed esauriente della forma degli atti dell'Assemblea federale. Non esistono più i «decreti federali di obbligatorietà generale». Conformemente alla LRC in vigore tale concetto è stato applicato a diversi tipi di atti e ha pertanto dovuto essere specificato più dettagliatamente. L'attuale capitolo sulle «Forme degli atti dell'Assemblea federale» può essere sostituito con una disposizione meno dettagliata sulle ordinanze dell'Assemblea federale.

*Per ulteriori informazioni: Martin Graf,
segretario CIP, Servizi del Parlamento,
3003 Berna, Tel. 031 322 97 36, Fax 031
322 98 67, E-Mail:
martin.graf@pd.admin.ch*